GRANDLYON
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU

Bureau du **8 décembre 2014**

Décision n° **B-2014-0555**

commune (s) : Chassieu

objet : Déconstruction de bâtiments industriels 92 et 93, avenue du Progrès - Lot n° 1 : désamiantage et lot n° 2 : démolition - Autorisation de signer les marchés de travaux à la suite d'une procédure adaptée

service : Délégation générale aux ressources - Direction de la logistique et des bâtiments - Service de la gestion administrative et financière

Rapporteur : Madame la Vice-Présidente Laurent

Président : Monsieur Gérard Collomb

Date de convocation du Bureau : lundi 1er décembre 2014

Secrétaire élu : Madame Murielle Laurent

Compte-rendu affiché le : mardi 9 décembre 2014

Présents : MM. Collomb, Kimelfeld, Bret, Da Passano, Mme Guillemot, M. Abadie, Mme Picot, MM. Le Faou, Philip, Mme Geoffroy, MM. Galliano, Passi, Mme Dognin-Sauze, MM. Colin, Charles, Brumm, Brachet, Mme Le Franc, MM. Crimier, Barral, Mme Frih, M. Claisse, Mme Laurent, M. Llung, Mme Vessiller, MM. Vesco, Vincent, Rivalta, Gouverneyre, Longueval.

Absents excusés : Mmes Vullien (pouvoir à M. Vincent), Cardona (pouvoir à M. Abadie), M. Rousseau (pouvoir à M. Colin).

Absents non excusés : MM. Desbos, Chabrier, Lebuhotel.

Bureau du 8 décembre 2014**Décision n° B-2014-0555**

commune (s) : Chassieu

objet : **Déconstruction de bâtiments industriels 92 et 93, avenue du Progrès - Lot n° 1 : désamiantage et lot n° 2 : démolition - Autorisation de signer les marchés de travaux à la suite d'une procédure adaptée**

service : Délégation générale aux ressources - Direction de la logistique et des bâtiments - Service de la gestion administrative et financière

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 26 novembre 2014, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le Conseil de communauté, par sa délibération n° 2014-0006 du 23 avril 2014, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation, selon l'article 1.13.

La zone industrielle (ZI) Mi-Plaine va devoir être densifiée et renouvelée dans les années à venir. Dans ce contexte, il est envisagé de déconstruire les bâtiments des anciennes usines du Progrès, afin de créer une zone qui permettra la densification du secteur des Brosses.

La Communauté urbaine de Lyon est propriétaire des biens immobiliers situés avenue du Progrès à Chassieu :

- 92, avenue du Progrès : tènement d'environ 1,7 hectare sur lequel est implanté le bâtiment A, à usage de bureaux,

- 93, avenue du Progrès : tènement d'environ 2,1 hectares sur lequel sont implantés les bâtiments B, bâtiment industriel, construit autour des imprimeries et rotatives et C, l'ancienne maison de gardien.

Ces tènements ont été acquis, à titre de réserve foncière, dans le cadre d'une démarche de requalification des zones d'activités afin de répondre aux demandes croissantes d'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire communautaire.

Une étude réalisée par le cabinet MC² Consult a montré qu'aucune réutilisation de ces types de locaux n'est envisageable. En effet, au-delà de leur vétusté, même rénovés, ces bâtiments par leurs caractéristiques intrinsèques sont désormais obsolètes et inadaptés, au regard des critères du marché.

Seul l'usage des terrains après déconstruction s'avère envisageable en termes de réemploi. L'opération consiste à déconstruire la totalité des bâtiments et à remblayer les terrains.

Une procédure adaptée a été lancée en application des articles 26 et 28 du code des marchés publics, pour l'attribution de marchés relatifs à la déconstruction de bâtiments industriels 92 et 93, avenue du Progrès à Chassieu (Rhône).

Les travaux font l'objet de l'allotissement ci-dessous mentionné :

- lot n° 1 : désamiantage,

- lot n° 2 : démolition : le lot n° 2 intègre des conditions d'exécution à caractère social et prévoit notamment la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale.

Les marchés feraient l'objet de marchés à tranche conditionnelle, conformément à l'article 72 du code des marchés publics, et seraient décomposés comme suit :

Pour le lot n° 1 : Désamiantage

Tranche	Libellé de la tranche	Estimation prévisionnelle	
		€ HT	€ TTC
ferme	Désamiantage de bâtiments 93, avenue du Progrès	894 500	1 073 400
conditionnelle	Désamiantage du bâtiment 92, avenue du Progrès	270 500	324 600
Total		1 165 000	1 398 000

Pour le lot n° 2 : Démolition

Tranche	Libellé de la tranche	Estimation prévisionnelle	
		€ HT	€ TTC
ferme	Démolition de bâtiments 93, avenue du Progrès	1 546 000	1 855 200
conditionnelle	Démolition du bâtiment 92, avenue du Progrès	320 000	384 000
Total		1 866 000	2 239 200

Conformément aux critères d'attribution prévus au règlement de la consultation, le représentant du pouvoir adjudicateur, par décision du 6 novembre 2014, a classé premières pour les différents lots, les offres jugées économiquement les plus avantageuses, des entreprises et groupement d'entreprises suivants :

Pour le lot n° 1 : Désamiantage, au groupement d'entreprises Forezienne/Valgo

Tranche	Libellé de la tranche	Montant	
		€ HT	€ TTC
ferme	Désamiantage de bâtiments 93, avenue du Progrès	617 660	741 192
conditionnelle	Désamiantage du bâtiment 92, avenue du Progrès	232 340	278 808

Pour le lot n° 2 : Démolition à l'entreprise Perrier Déconstruction

Tranche	Libellé de la tranche	Montant	
		€ HT	€ TTC
ferme	Démolition de bâtiments 93, avenue du Progrès	814 525	977 430
conditionnelle	Démolition du bâtiment 92, avenue du Progrès	184 125	220 950

Il est donc proposé au Bureau d'autoriser monsieur le Président à signer lesdits marchés, conformément aux articles L 2121-29 et L 2122-21 du code général des collectivités territoriales ;

Vu ledit dossier ;

DECIDE

1° - Autorise monsieur le Président à signer les marchés et tous les actes y afférents avec les entreprises suivantes :

- Chassieu - Déconstruction de bâtiments industriels 92 et 93, avenue du Progrès - Lot n° 1 : désamiantage ; groupement d'entreprises Forezienne/Valgo, pour un montant de 850 000 € HT, soit 1 020 000 € TTC,

- Chassieu - Déconstruction de bâtiments industriels 92 et 93, avenue du Progrès - Lot n° 2 : Démolition ; entreprise Perrier Déconstruction, pour un montant de 998 650 € HT, soit 1 198 380 € TTC.

2° - La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P01 - Développement économique local, individualisée sur l'opération n° OP01O277, le 10 septembre 2012 pour un montant total de 2 650 000 € TTC en dépenses et à la charge du budget principal.

3° - Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2014 et 2015 - compte 2312 -fonction 90, pour un montant de 2 218 380 € TTC pour le budget principal.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 9 décembre 2014.